



SYNTHÈSE DU COLLOQUE
Quel avenir pour le Moyen-Orient?
Entre démocratie et instabilité
LE 16 MARS 2006
MONTRÉAL

**Organisé par la Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques**

PRÉPARÉ PAR
FRANCIS DAVID-GIASSON
JULIE MÉDAM
CLAIRE D’HENNEZEL

RÉVISÉ PAR CÉLINE HUYGHEBAERT

Sommaire — Entre démocratie et instabilité, le Moyen-Orient est aujourd'hui à un tournant

Le Moyen-Orient est une région riche en histoire et en traditions, mais aussi une région marquée par les tensions, les guerres et les luttes féroces de pouvoir dont elle fut autrefois le théâtre. Aujourd'hui encore, la région est de nouveau sous des influences diverses et l'issue des luttes politiques actuelles aura des conséquences importantes pour son avenir.

Parmi les points à observer plus particulièrement, nous comptons le renouveau politique au Liban, le changement de garde à la tête du gouvernement israélien, les contrecoups de l'intervention américaine en Irak et le regain de tension généralisée causé par les prétentions nucléaires iraniennes. Ce tableau est très complexe, les acteurs sont nombreux, ils sont de différentes origines, religions et idéologies. Dans cet environnement, les intérêts sont également de natures diverses : ressources naturelles, territoires, sécurité et religion représentent quelques uns des enjeux cruciaux qui divisent population et dirigeants.

Les observateurs extérieurs font face à la complexité de ces enjeux actuels. Ils doivent également se méfier des nombreux raccourcis idéologiques offerts par certains activistes et idéologues désireux de présenter une analyse manichéenne et émotive de la situation.

Le jeudi 16 mars 2006, le colloque organisé par la Chaire Raoul-Dandurand en étude stratégique et diplomatique de l'Université du Québec à Montréal réunissait des spécialistes qui ont analysé la progression de la démocratie et l'instabilité chronique dont certains pans de la région souffrent toujours.

Le colloque a tout d'abord permis aux panélistes de se pencher sur la récente victoire électorale du Hamas. De façon générale, les intervenants étaient d'accord pour dire que, une fois confronté à la réalité du pouvoir et du rapport de force avec Israël, le mouvement islamiste devra abandonner ses positions les plus radicales et reconnaître l'État d'Israël.

Ce colloque a également été l'occasion d'analyser la situation politique globale au Moyen-Orient, qui est actuellement marquée par un mouvement de démocratisation. Ce mouvement est paradoxal, car ce sont les Partis islamistes qui sortent comme les principaux gagnants des nouvelles courses électorales. Les panélistes expliquent que, les régimes autoritaires arabes ayant longtemps maté l'opposition de la société civile, les mosquées sont alors apparues comme les seuls pôles sociopolitiques autour desquels une opposition cohérente pouvait s'articuler. Cette opposition islamiste peut maintenant exploiter « électoralement » ses assises populaires avec le processus de démocratisation enclenché dans la région. Par ailleurs, cette situation prend à revers les néo-conservateurs américains qui ont prôné une démocratisation de la région mais qui sont maintenant confrontés à la montée de Partis islamistes beaucoup plus hostiles aux intérêts américains que ne l'étaient les régimes autoritaires traditionnels.

Le colloque a aussi été l'occasion pour nos spécialistes d'aborder l'incontournable question iranienne. Pour eux, le regain de tensions entourant le programme nucléaire

iranien peut être attribuable aux objectifs internes du régime d'Ahamadinejad. Confronté à des problèmes sociaux et économiques qui attisent une opposition politique encore vive, le leader iranien chercherait à asseoir ses assises en confrontant ouvertement les États-Unis et Israël.

Ces différents éléments de nature contradictoires amènent nos spécialistes à tenir un langage réaliste mais prudent quant aux possibilités d'avenir dans la région. Globalement, celle-ci reste encore composée de régimes instables, dans lesquels les puissances régionales et mondiales cherchent activement à faire valoir leurs intérêts et à accroître leur influence.



Panel 1 : « L'après Ariel Sharon et l'arrivée du Hamas au pouvoir : quel avenir pour la feuille de route ? »

La toute récente victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes suscite beaucoup de questions. Dans ce premier panel, nos conférenciers ont abordé la question sous plusieurs angles : comment l'Occident, en particulier le Canada et les États-Unis, devraient-ils percevoir cette victoire ? Quelles en sont les conséquences régionales ? Comment cette victoire s'inscrit-elle dans le contexte actuel des relations israélo-palestiniennes (abandon de la feuille de route et de la reprise espérée des négociations) ?

Cette victoire électorale pose aussi la question de la place de cet événement dans l'environnement politique général de la région. Si nous nous interrogeons encore sur la nature, démocratique ou non, des changements qui transforment actuellement plusieurs pays arabes, nous devons admettre que la région est en proie à des mutations profondes qui marqueront son parcours historique. Les forces politiques islamiques, considérées comme les grandes gagnantes de ces nouvelles courses électorales, seraient à la source de ce changement. Nos interrogations se portent aussi sur la forme que prendra cet islamisme, autrefois marginalisé par les régimes autoritaires, lorsqu'il occupera le pouvoir effectif.

- *La politique étrangère canadienne sur la Palestine : tendances et contradictions*
Rachad Antonius, Professeur, Université du Québec à Montréal (Canada)

Rachad Antonius a analysé la position du Canada à l'égard de la situation en Israël et en Palestine. Globalement, on retient de sa présentation que la position du Canada à l'égard de l'existence potentielle d'un État palestinien a progressivement évolué.

Jusqu'en 2004, le Canada respectait à la lettre les principes du droit international qui invalident l'existence d'un État palestinien au nom du droit d'un peuple à se revendiquer maître d'un territoire qui ne lui appartient pas. Le Canada se référait à la 4^e Convention de Genève pour définir sa position à l'égard du statut de Jérusalem, des colonies de peuplement, du retour des réfugiés et des territoires occupés. Dans ce sens, le Canada considérait les « territoires occupés » comme appartenant *de facto* à Israël.

Depuis 2004, un nouveau groupe, formé entre autres de membres du Parti libéral du Canada, s'est organisé dans le but d'effectuer des modifications dans la politique étrangère canadienne. Notamment, des changements de nature sémantique étaient

demandés : on insistait pour ne plus qualifier les territoires d'« occupés » mais de « contestés ».

Le Canada continue d'appuyer la création d'un État palestinien. Cette bonne volonté se heurte néanmoins à des problèmes de nature pratique, tels que la délimitation de ses frontières. Fidèle à sa politique étrangère axée sur la diplomatie, le dialogue, la légalité et le règlement non violent des conflits, le Canada encourage les deux parties à arriver à un accord en évitant les effusions de sang qui ont trop souvent été la norme dans cette région du monde.

Pour Antonius, la victoire du Hamas s'explique par la perte de confiance de la population dans la capacité de l'Autorité palestinienne à gérer de manière efficace et transparente les diverses tâches liées à la gouvernance des territoires, ainsi qu'à aller chercher des gains face aux Israéliens. Ainsi, si 44 % des Palestiniens ont voté pour le Hamas, seulement 15 % l'ont fait par idéologie, alors que 30 % l'ont fait par contestation politique et par désabusement.

- « *La dimension régionale de la victoire du Hamas dans l'après-Sharon* »
Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des Pays Arabes (France)

La question palestinienne demeure évidemment centrale dans la diplomatie régionale. Chaque nation de la région y a des intérêts qu'elle tente de faire valoir dans ce conflit. Dans ces conditions, la récente élection du Hamas a été ressentie comme une onde de choc ; plusieurs pays se sont montrés satisfaits face aux résultats, alors que d'autres n'ont pas pu cacher leurs inquiétudes.

Parmi les pays qui se disent « satisfaits » de la tournure des événements, nous trouvons évidemment l'Iran, qui entretient d'excellents contacts avec le Hamas et qui peut donc maintenant compter sur cette organisation comme une carte de plus à opposer à Israël. Cette situation risque de renforcer son influence non seulement dans l'axe chiite, mais aussi dans le monde musulman en général.

La Syrie se classe également dans le camp des pays satisfaits des résultats de ces élections. Le Hamas, un allié de longue date de la Syrie, tient entre autres ses quartiers généraux dans la capitale syrienne. La Syrie se dit également heureuse de ce résultat, car il limite la possibilité que Palestiniens et Israéliens parviennent à un accord à court terme. En effet, une entente israélo-palestinienne isolerait Damas dans les affaires ayant cours sur la rive ouest du Jourdain. Par ailleurs, selon A. Basbous, les dirigeants libanais pensent que le Hamas va continuer d'appuyer le Hezbollah, ce qui lui permettra de continuer la suppression de l'ancien régime issu de l'occupation syrienne.

Cependant, tous les pays ne sont pas satisfaits de la tournure que prend le jeu politique en Palestine. L'Égypte, qui était par exemple un partenaire traditionnel de l'Autorité palestinienne, voit son rôle se marginaliser. Pour d'autres motifs, l'Arabie Saoudite ne voit pas non plus d'un bon œil la victoire électorale du Hamas. Non seulement l'élite saoudienne n'aime pas beaucoup le processus électoral, mais elle ne voit pas non plus d'un bon œil l'arrivée au pouvoir d'un allié du régime iranien, un des ses rivaux régionaux.

Les États-Unis se retrouvent aussi dans une situation peu confortable. S'ils assistent à l'aboutissement de leur doctrine de démocratisation du Moyen-Orient, il n'était pas prévu que les partis islamistes en sortent gagnants. M. Basbous propose de modifier la doctrine américaine dans la région pour éviter ce genre d'erreur de parcours.

La position de l'État israélien demeure ambiguë sur ce sujet. La stratégie israélienne jonglera entre des négociations ayant comme point de départ une reconnaissance de l'État hébreux et l'engagement du Hamas dans un rapport de force avec Israël qui est au départ défavorable à ce premier.

Quant à l'opinion publique occidentale, elle a bien du mal à se réjouir de l'élection du Hamas en Palestine. L'arrivée au pouvoir d'un mouvement considéré comme terroriste, commanditant des attentats suicides, n'est pas bien perçue en Occident, surtout depuis les événements de septembre 2001. Dans un futur proche, nous pouvons nous attendre à ce que l'instabilité régionale se poursuive. Pas nécessairement à cause de l'élection du Hamas, mais plutôt à cause du contexte général dans lequel la région est plongée.

Pour M. Basbous, l'élection du Hamas symbolise, dans un certain sens, la montée au pouvoir de mouvements issus, non pas des palais présidentiels, mais des mosquées. Les régimes autoritaires de l'ère post-nationalisation ont procédé à la suppression des éléments contestataires dans la société civile. Les mosquées ne pouvant pas être supprimées, elles sont devenues peu à peu les seuls pôles sociopolitiques par lesquels une opposition pouvait s'articuler. La plupart des partis politiques islamistes se présentant aux élections dans les pays arabes seraient issus de cette évolution.

- « *Prozac for all* »

Faraj Nakhleh, Président, Fédération arabe du Canada (Canada)

Pour F. Nakhleh, l'Occident s'inquiète trop de la victoire du Hamas en Palestine. Inévitablement confronté à la réalité politique du pouvoir, le Hamas n'aura d'autres choix que de nuancer ses propos.

Le Hamas est né, en tant que mouvement de résistance, en 1988, afin de contrebalancer l'Organisation de libération de la Palestine. Idéologiquement, ce mouvement est opposé à l'existence d'Israël et aux accords d'Oslo de 1993. Aux dernières élections, le Hamas a obtenu 44 % des votes et a réussi à placer des candidats dans tous les districts de la région, ainsi qu'un premier ministre à la tête du gouvernement : Ismail Haneih, perçu comme un modéré.

Si le Hamas a gagné les élections de 2006, c'est parce que les Palestiniens ont voulu exprimer un besoin de changement face à une Autorité palestinienne corrompue. La victoire du Hamas ne doit pas être perçue comme une volonté des Palestiniens de détruire l'État d'Israël, mais plutôt comme celle d'avoir une vie meilleure. En effet, plus de 77 % des électeurs palestiniens pensent qu'un accord avec Israël est la seule voie possible.

Le programme pour la paix, plutôt laissé à l'abandon ces dernières années, a peut-être encore une chance d'être réalisé si les réalités de la gouvernance forcent le Hamas à revoir ses positions extrémistes et à modérer son discours.

Comment l'Occident doit-il réagir face à cette victoire ? Tout d'abord, il a reconnu la validité de ces élections. Selon *Human Right Watch*, celles-ci ont été conduites de manière juste et transparente. L'Occident peut également prendre en compte le fait que plusieurs autres mouvements dits de « libération nationale », qui avaient un passé violent, ont changé à leur arrivée au pouvoir. Par contre, l'Occident doit exiger le respect des frontières fixées par le droit international et l'arrêt immédiat de l'usage de la violence du côté israélien comme du côté palestinien.

- « *The Arab-Israeli conflict between Israeli policy and palestinian strategy* »
Mordechai Nisan, Professeur, Hebrew University of Jerusalem (Israël)

Mordechai Nisan a exprimé ses réserves face au processus de paix en cours. Les contextes géographique et démographique de la région ne semblent pas laisser beaucoup d'espoirs à un règlement pacifique et équitable des différends qui opposent les deux adversaires.

Pour Nisan, la situation se résume à un constat : la cohabitation de deux peuples aussi « dynamiques » sur une bande de terre de 70 kilomètres de large est une garantie de tensions perpétuelles. Il est donc impératif d'établir des frontières fixes et reconnues par tous. Le Jourdain apparaîtrait alors comme une ligne de démarcation pour le nouvel État palestinien qui se situerait à l'est de ce fleuve. Dans ce scénario, les relations entre les deux peuples seraient beaucoup plus faciles à gérer, tout en donnant une chance à la paix.

M. Nisan a analysé aussi les hésitations des différents gouvernements qui se sont succédés à Tel-Aviv concernant la cession de territoires à la Palestine. Après l'échec des offensives arabes durant la Guerre du Kippour, les Palestiniens en seraient venus à la conclusion qu'on ne pouvait vaincre les Israéliens au terme d'une seule grande bataille décisive. Il leur aurait donc fallu élaborer un plan pour pousser les Israéliens à la mer, un plan qui se serait échelonné en plusieurs étapes et qui aurait été effectif à plusieurs niveaux. C'est ainsi qu'en 1974 le Congrès National Palestinien a élaboré un plan : « la théorie des niveaux », selon laquelle la Palestine pouvait venir à bout d'Israël de façon lente mais continue. Ce plan impliquait des grandes stratégies visant à démoraliser la population israélienne, à gruger son territoire, à saper les appuis diplomatiques de l'État hébreux et à diviser son élite politique.

Le Professeur explique ainsi la réticence des Israéliens à se retirer à l'intérieur des territoires dits « occupés » : pour eux, les revendications palestiniennes seraient, à certains égards, encore conditionnées par cette « théorie des niveaux ».

Au sujet des dernières élections en Palestine, le professeur Nisan n'entrevoit pas avec optimisme la poursuite ou la reprise du dialogue entre les partis en présence. De par sa nature religieuse, le Hamas est un partenaire avec qui il sera quasiment impossible de négocier. Celui-ci exige, depuis sa création, la destruction de l'État israélien. Il réclame également l'ensemble des territoires situés entre le Jourdain et la Méditerranée, territoires devant être « libérés » avec le *jihad* , la guerre sainte contre l'État hébreux. Dans de telles conditions, des négociations pouvant amener la création d'un État palestinien à l'est du Jourdain ne sont tout simplement pas à l'ordre du jour.

- *Questions du public :*

« Comment Israël peut-il concilier son caractère démocratique et son caractère juif en acceptant la victoire du Hamas ? »

Mordechai Nisan : la démocratie est pour Israël une valeur importante. Les Palestiniens ont démocratiquement élu le Hamas. Israël reconnaît donc cette victoire mais n'acceptera pas pour autant de mettre sa sécurité nationale en péril en ouvrant les négociations avec ce mouvement.

« Dans le monde arabe, est-on conscient du besoin d’entendre des voies modérées et que, tant que la démarcation radicaux/modérés ne sera pas plus ferme, le choc des civilisations perdurera ? »

Antoine Basbous : Actuellement, les voies modérées sont coincées à l’intérieur d’un schéma où les régimes politiques autoritaires et les islamistes radicaux monopolisent tout le terrain et empêchent ces premières d’être entendues.

« Comment le Hamas alliera-t-il son idéologie basée sur la foi religieuse avec les réalités du pouvoir ? »

Rachad Antonius : Quand vous êtes dans l’opposition, vous pouvez vous permettre une inflation verbale. Les réalités du pouvoir vous forcent cependant à nuancer ce discours, du moins dans la pratique.

« Vous avez parlé de la dimension régionale de l’élection du Hamas. Qu’en est-il de la gestion à l’interne de l’État palestinien ? »

Antoine Basbous : Le Hamas a hérité d’une autorité très usée par des pratiques clientélistes. Pour séduire les foules, il a embauché ses cadres en fonction de leurs compétences et non de réseaux clientélistes. Depuis son arrivée au pouvoir, le Hamas gère des crises qui risquent de lui faire perdre sa crédibilité. Il reste à voir s’il décidera d’adopter un modèle politique semblable au modèle turc qui semble parvenir à allier religion et politique.



Panel II – L’avenir des régimes politiques arabes : la démocratie entre renouvellement des élites politiques et progression du fondamentalisme

Les observateurs reconnaissent plusieurs courants politiques actuellement au Moyen-Orient. Concentrés autour du pôle islamiste, ces courants revendiquent leur part du pouvoir gouvernemental alors que celui-ci est encore aux mains des régimes issus de l’ère des nationalismes arabes. Le cas syrien est à cet égard particulier, dans le sens où l’héritage laïque du parti baasiste se retrouve confronté à une islamisation croissante de la société et est affecté par le désordre au sud de sa frontière, en Irak. Voilà les questions fondamentales qui ont fait l’objet de ce panel.

- *« La montée des islamistes : remodelage idéologique et repositionnement stratégique »*
Sami Aoun, Professeur Université de Sherbrooke (Canada)

Sami Aoun a débuté son exposé par le diagnostic du « craquement » actuel de l’ordre politique arabe. Cet ordre, qui s’était tantôt affirmé comme étant capable de relever les défis auxquels il était confronté, ne s’est finalement pas montré à la hauteur de ses ambitions. Les situations explosives au Darfour et en Irak, ainsi que les transformations politiques au Liban, auraient été des terrains adéquats pour que l’ordre politique arabe montre à la communauté internationale sa capacité à résoudre ces problèmes.

Parmi les facteurs qui ont amené la crise de l'ordre politique arabe, nous pouvons identifier la fin de l'ère sioniste. Durant cette ère, les régimes arabes avaient réussi à produire une partie de leur capital politique en instrumentalisant la haine de leurs populations envers Israël. La signature de paix avait contribué à tarir une source de capital politique sur laquelle les régimes autoritaires arabes s'appuyaient.

Parallèlement à ce phénomène de crise de l'ordre politique arabe, nous pouvons observer un essoufflement de l'hégémonie américaine dans la région. Ce recul est entre autres attribuable à la profonde remise en question du projet de démocratisation américaine du Moyen-Orient. Après avoir constaté que les grands bénéficiaires de cette démocratisation étaient les partis islamiques, les États-Unis remettent à présent leurs théories en question.

Le « craquement » de l'ordre politique arabe issu de conjonctures nationales, régionales et internationales est aujourd'hui à un moment critique. Son issue déterminera la manière dont ces peuples entreverront les changements auxquels ils font face.

- *« La promotion de la démocratie pour combattre le terrorisme »*
Saadeddine Ibrahim – Directeur du Centre Ibn Khaldoun Center for Development Studies (Égypte)

M. Ibrahim a d'abord remercié le Gouvernement canadien pour le support qu'il a accordé aux opposants politiques injustement réprimés en Égypte, opposants dont il faisait partie.

Le panéliste estime que la région est aujourd'hui en proie à des transformations majeures. L'année 2005 au Moyen-Orient a été celle des élections. Au total, plus d'une trentaine d'élections ont été recensées dans la région. Il s'agit de la plus importante vague d'élections que la région ait connue en 1 400 ans d'histoire arabe. À ce titre, M. Ibrahim se réjouit aussi de voir que le monde arabe ne demeure pas en reste dans le processus de démocratisation, qui a débuté selon lui en 1974 au Portugal et qui s'est propagé dans la zone méditerranéenne, pour s'étendre par la suite en Europe de l'est et atteindre maintenant le Moyen-Orient.

M. Ibrahim met aussi en lumière la relation paradoxale qui existe entre le discours néo-conservateur américain et les forces islamistes au Moyen-Orient. Ce sont finalement ces derniers qui ont répondu à l'appel à la démocratisation de l'Administration américaine. À l'origine, les mouvements islamistes n'étaient pas disposés à tenir un discours « démocratique » et à revendiquer la tenue d'élections libres. Cependant, certaines conjonctures nationales les ont poussé à agir ainsi. Après une longue indifférence envers la démocratie, le mouvement islamiste en devient maintenant le défenseur.

Saadeddine Ibrahim a terminé son allocution en soulignant le fait que cette transformation positive de la donne politique moyen-orientale n'a pas vraiment déteint sur la couverture médiatique faite de la région. L'attention médiatique s'est plutôt portée sur certains aspects négatifs et a oublié ces importantes transformations, sans doute parce que cette vague de changements politiques profonds n'est pas aussi sensationnelle que la violence spectaculaire, mais épisodique, qui secoue de temps à autre la région.

- «*La Syrie sous Bashar al-Asad : Réforme ou dictature ?* »

Robert G. Rabil – Professeur, Florida Atlantic University (États-Unis)

Durant les dernières années, la Syrie a orienté ses actions dans des directions opposées. Ce postulat amène le professeur Rabil à croire que le paradoxe syrien s'exprime par son environnement politique compris entre la modernité et le conservatisme religieux.

Sur le plan de son ouverture, la Syrie a accompli certains progrès. Par exemple, suite aux événements du 11 septembre, elle s'est ralliée aux États-Unis en se portant volontaire pour supporter l'effort de guerre américain contre le terrorisme et pour fournir à Washington des informations sur le réseau Al-Qaeda. Du même souffle, la Syrie a amené quelques réformes politiques, mêlant certains aspects démocratiques à l'Occidental à son caractère arabe.

Parallèlement à ces tendances, la Syrie a également emprunté une tangente islamiste. Les troubles en Irak et l'afflux de combattants étrangers dans la région ont amené certaines provinces frontalières à devenir les pôles d'un nouveau conservatisme religieux qui s'étend à la grandeur du pays. Des écoles d'enseignement supérieur de l'Islam ont ainsi vu le jour à l'intérieur de ce courant d'islamisation.

La cohabitation de ces deux tendances opposées amène M. Rabil à conclure son exposé sur une note un peu pessimiste. Il laisse entrevoir que les problèmes économiques et politiques auxquels fait le pays, conjugués aux tendances expliquées plus haut au sein de l'État syrien, sont problématiques. Ils pourraient mener le pays vers la désintégration de sa base baasiste et laisser ainsi libre cours à l'expression des tensions tribales et religieuses latentes.

- *Questions du public :*

« **La séparation État-Église est-elle possible à l'intérieur de l'Islam ?** »

Saaededdine Ibrahim : Aucune religion n'inclut les principes de base de la démocratie dans ses textes sacrés. À partir de ce constat, le développement de la démocratie dépend du parcours historique emprunté.

« **Quelle implication internationale dans la région peut-on espérer à court terme ?** »

Sami Aoun : Il faudrait rééquilibrer l'influence américaine avec une implication accrue de la part de l'Union européenne.



Vidéo-Conférence

- « *L'avenir de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient* »

Alberto Fernandez — Director of Press and Public Diplomacy for the Near Eastern Affairs Bureau, U.S. State Department

Le 11 septembre a évidemment engendré des transformations majeures dans la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Cependant, malgré la couverture médiatique actuelle, la politique américaine ne se limite pas seulement aux opérations en Irak et aux négociations entourant le dossier iranien. Elle serait beaucoup plus vaste, complexe et kaléidoscopique qu'on ne le pense.

Pour Alberto Fernandez, trois grandes lignes d'action permettent de comprendre la politique américaine au sein du monde arabe. La première de ces lignes est l'engagement

continu dans le combat contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Cette ligne d'action se veut également un engagement pris envers les autres démocraties au niveau international comme dans la région.

En deuxième lieu, selon M. Fernandez, la politique américaine s'articule autour d'objectifs de liberté et d'ouverture face au monde arabe et musulman. En ce sens, les États-Unis tiennent à rappeler que les élections sont une partie importante de la démocratie, mais qu'elles ne constituent que l'un des nombreux éléments qui font d'un régime politique une démocratie. Pour promouvoir cet objectif de démocratisation, les États-Unis doivent travailler de concert avec la communauté internationale, ainsi qu'avec des régimes encore portés vers l'autoritarisme, afin de leur faire comprendre que la démocratisation est aussi dans leur intérêt national. Les États-Unis doivent mener une politique étrangère basée sur l'intérêt et sur la stratégie, et non sur l'idéologie de certains groupes à l'intérieur de la société américaine.

Toujours selon le représentant du département d'État, le troisième pôle de la politique extérieure américaine dans la région consiste à soutenir la création d'un État palestinien indépendant aux côtés d'Israël. La solution des deux États reste toujours la solution préconisée par Washington, même après l'élection du Hamas. Cependant, la question qui préoccupe actuellement Washington est de savoir si les groupes engagés dans le processus démocratique partagent vraiment des valeurs démocratiques.

Quant à l'Irak, le sujet demeure toujours chaud, tant parmi les pays de la région qu'au sein de la classe politique américaine. La situation actuelle est coincée entre les discours de ceux qui avaient intérêt à ce que la situation s'envenime et ceux pour qui la situation est constamment sur le point de prendre un virage positif. La réalité irakienne se situe dans la zone grise, quelque part entre « *le morning Irak* et *le midnight Irak* »

Quant à la reconstruction de l'Afghanistan, les États-Unis voudraient mettre à profit la longue expérience canadienne dans les missions de paix et le *peace building* en impliquant d'avantage ce dernier dans les missions en cours dans ce pays.

- *Questions du public*

« **Quelle est actuellement la politique américaine envers l'Iran ?** »

M. Fernandez : Les États-Unis recherchent activement le support de leurs partenaires européen, russe et chinois. Les États-Unis ne veulent pas punir le peuple iranien à cause d'un petit groupe d'aventuriers qui cherchent à poursuivre leur rêve nucléaire.

« **...Je suis un pacifiste et je crois que la politique agressive que vous menez [les États-Unis] envers l'Iran risque de plonger la région dans une nouvelle guerre...** »

M. Fernandez : Comme vous êtes pacifiste, vous devriez justement nous appuyer dans nos démarches pour empêcher l'apparition d'un nouvel État nucléaire. De plus, nous travaillons actuellement à régler la question de manière diplomatique et sans violence.

« **Quelles sont vos preuves pour affirmer que l'Iran développe l'énergie nucléaire à des fins militaires ?** »

M. Fernandez : Les États-Unis se basent sur des rapports de l'AIEA, dirigée par le prix Nobel Mohamed El-Baradei. Ces rapports indiquent clairement que l'Iran prend la voie nucléaire militaire.

« **Quelle est la position américaine quant au désarmement d’Israël ?** »

M. Fernandez : Nous ne pouvons pas parler actuellement d’un désarmement israélien au moment où le pays fait face à une menace d’extinction de la part de l’Iran.



Panel III – L’Iran d’Ahmadinejad entre prolifération nucléaire et prosélytisme chiite

La confrontation diplomatique au sujet du programme nucléaire iranien a braqué les projecteurs sur ce régime et sur son nouveau président. Discours enflammés et menaces à l’emporte-pièce ont donné l’image d’une République islamique iranienne téméraire et belliqueuse aux yeux de l’Occident. Cependant, ce panel nous invite à reconsidérer notre vision de l’Iran : il agit en fait de façon rationnelle à l’intérieur d’un contexte régional qui lui est, à plusieurs égards, favorable. La stratégie du régime de Téhéran est aussi calculée pour faire taire l’opposition importante à laquelle elle fait face au plan interne et pour asseoir son pouvoir religieux sur l’ensemble de la société persane. Ainsi, des objectifs relevant de la politique intérieure motiveraient la politique extérieure que mène actuellement ce régime.

- « *Continuité et changements dans les politiques populistes en Iran* »
Saeed Rahnema — Professeur York University (Canada)

Le professeur Rahnema a analysé les points forts et les faiblesses de la République islamique iranienne. La faction politique actuellement au pouvoir, représentée par Ahmadinejad, prône une conception « nouvelle » de l’économie, de l’Islam et de la jeunesse. Cette faction gouverne avec le fervent désir d’islamiser et de « délaïciser » complètement la société iranienne. M. Rahnema croit aussi que cette islamisation va s’opérer simultanément avec la mise en place d’une structure capable d’exporter la révolution islamique.

M. Rahnema a ensuite dessiné un bref portrait des avantages dont dispose l’Iran. La République islamique jouit d’un grand capital de sympathie à travers le monde arabe et musulman. Cela tient, entre autres, au fait qu’elle joue à fond la carte anti-israélienne. Ce capital politique lui sert d’outil de dissuasion, car il lui permet de conserver son influence auprès de nombreux groupes islamiques, souvent armés, comme le Hezbollah, le Hamas ou les forces chiites irakiennes. Sur la scène internationale, le régime de Téhéran conserve de bonnes relations avec Pékin et Moscou, deux partenaires de taille, surtout en ce qui a trait aux questions débattues au Conseil de Sécurité. La situation tendue à laquelle Washington fait face en Irak actuellement offre au régime d’Ahmadinejad une certaine marge de manœuvre militaire par rapport à la puissance de feu américaine stationnée dans la région.

Cependant, M. Rahnema souligne que les fondations du pouvoir à Téhéran comportent des fissures importantes. Parmi celles-ci, l’envers de la diplomatie anti-israélienne menée par le régime iranien isole ce dernier de la communauté internationale. Au niveau interne, la théocratie persane doit composer avec plusieurs difficultés économiques, telles que l’inflation galopante (dont le pourcentage d’augmentation dans la prochaine année variera, croit-il, de 30 à 70 %). À ces problèmes de nature économique,

s'ajoute le nombre important de groupes d'opposition à l'intérieur de la société iranienne, même s'ils sont souvent réprimés.

La somme des points forts et des points faibles du régime d'Ahmadinejad a mené le professeur Rahnema à conclure que le régime de Téhéran disposait de suffisamment d'avantages pour continuer à mener une politique agressive qui heurte les sensibilités et les intérêts occidentaux et israéliens.

- « *Ahmadinejad et son monde* »
Sayed Reza Nourizadeh, analyste et chercheur, Center for Arab&Iranian Studies (Royaume-Uni)

M. Nourizadeh a analysé la personnalité du président Ahmadinejad en tant que leader. Il en a déduit que le président était une personne au caractère agressif et prête à tout pour arriver à ses fins,

Le président a découvert très tôt le pouvoir que lui donnait son charisme. Au début de sa carrière, il a remporté un grand succès avec ses discours enflammés dans les mosquées. Cela lui a valu de se rapprocher des milieux cléricaux. Engagé dans la Garde Révolutionnaire, il a été impliqué à quelques reprises dans des activités de répression des kurdes dans les régions du nord-ouest du pays. Il s'est entre autres servi de ses exploits guerriers pour asseoir sa réputation et pour gagner du capital politique. Il a entretenu la rumeur selon laquelle il aurait tué à lui seul plus de 130 combattants kurdes. Encore aujourd'hui, Ahmadinejad base son ascension et son pouvoir sur une rhétorique anti-israélienne et anti-occidentale. Cela lui procure des appuis tant sur la scène politique intérieure que dans le monde chiite et musulman en général.

Selon la thèse avancée par M. Nourizadeh, l'éventualité d'une attaque américaine contre l'Iran réjouirait Ahmadinejad. Cela lui donnerait l'occasion de multiplier ses appuis dans tout le monde musulman. Sa mainmise sur plusieurs groupes armés à travers le Moyen-Orient engendrerait un tableau dans lequel l'Iran et des groupes pro-iraniens combattraient les États-Unis et leurs alliés dans toute la région.

La soif de pouvoir insatiable du président iranien amène celui-ci à considérer tous les moyens possibles pour augmenter ses assises, quitte à engager le pays dans un conflit armé, voie de prédilection pour tout leader qui cherche à faire taire l'opposition à l'intérieur du pays.

- « *Le nucléaire iranien au cœur des stratégies d'influence* »
Pierre Cyril Pahlavi, Chercheur post-doctoral au Ministère de la défense nationale (Canada)

Le discours anti-sioniste et révisionniste de l'Iran n'est pas nouveau. M. Pahlavi le décrit même comme étant la pièce maîtresse de la politique étrangère iranienne, dont le but est de présenter l'Iran comme le champion de l'Islam.

L'Iran n'a pas une bonne image sur la scène internationale. Depuis quelques années, les États-Unis et le Royaume-Uni ont mis sur pied des programmes de guerre de l'information destinés à augmenter les rangs de la résistance à l'intérieur de la théocratie iranienne. Les programmes anglo-saxons comprennent de la télédiffusion en langue farsi, ainsi qu'un soutien aux ONG et aux groupes pro-démocratie à l'intérieur du pays. Certains programmes, comme ceux de la BBC World, sont axés sur des points sensibles du régime iranien, comme la province du Khûzistân, à majorité arabe. Le cas de la BBC

World est intéressant puisque, pour maintenir un service efficace en langue Farsi, la chaîne britannique a dû délaissier ses programmes destinés à l'Europe de l'Est, qu'elle entretenait durant la Guerre froide.

Pour contrer cette propagande, Téhéran y va de ses propres programmes de contre-propagande, afin de convaincre la population de la légitimité du programme nucléaire national et de souder le peuple autour de son président.

Pour sa politique étrangère, l'Iran mise d'abord sur une diplomatie d'influence à travers le monde chiite. Une stratégie de panchiisme est mis de l'avant pour développer un lien confessionnel serré avec la majorité chiite irakienne. Ces efforts serviront à entretenir le désordre en Irak pour couper la marge de manœuvre militaire dont les Américains ont besoin pour mener des opérations militaires contre l'Iran. Dans un deuxième temps, l'Iran cherche à étendre son influence par-delà la limite confessionnelle du chiisme. Les puissances sunnites, comme l'Égypte et l'Arabie Saoudite, ne voient pas d'un bon œil la nouvelle remontée de la Perse. Rappelons que, d'un point de vue religieux, les sunnites considèrent la Perse comme la puissance contre laquelle Mahomet avait unifié l'Arabie.

La politique étrangère iranienne est combattue par des programmes « d'information » anglo-américains destinés à la population iranienne. Par ailleurs, cette politique étrangère, quoique populaire dans le monde musulman, ne va pas dans le sens des intérêts des poids lourds régionaux qui cherchent ainsi à la contrer.



Le Moyen-Orient toujours l'un des pivots du monde

Conclusion de Sami Aoun

La journée a été propice à des réflexions fructueuses et constructives. Elle a mis en évidence le fait que la région moyen-orientale comportait autant de foyers de démocratie que d'instabilité, les deux étant parfois entremêlés. Plusieurs analystes ont observés que la lutte pour la démocratie allait de plus en plus de pair avec une lutte pour l'émancipation de l'Islam et pour la souveraineté de celle-ci au Moyen-Orient

Une fois de plus, le Moyen-Orient est devenu le théâtre d'affrontements politiques, diplomatiques et militaires entre les puissances régionales, mais aussi entre les puissances internationales. Aujourd'hui, plusieurs observateurs pensent que l'avenir du système international se joue au Moyen-Orient. Les États-Unis sont bien évidemment impliqués en Irak. Mais ils cultivent aussi des relations de sécurité extensives avec Israël et avec la Turquie. Ils entretiennent aussi des partenariats avec la quasi-totalité des pays de la région, de l'Égypte aux Républiques d'Asie centrale. Le Moyen-Orient, c'est aussi le flanc sud de la Russie, le réservoir pétrolier de la Chine et du Japon. Il borde les berges de l'océan Indien, zone sur laquelle l'Inde aimerait s'affirmer en tant que puissance régionale. Le Moyen-Orient demeure aussi le terrain sur lequel les diplomaties européennes sont toujours actives, tant dans le conflit israélo-palestinien qu'avec le dossier nucléaire iranien.

Comme le souligne M. Aoun, cette journée ne nous a malheureusement pas permis de faire une synthèse complète de tous les enjeux qui touchent actuellement la région. Il est donc important de rester attentif à l'évolution de la situation, car l'enchevêtrement de tous ces pôles d'intérêts ne manquera pas d'influencer l'état actuel du système international. M. Aoun espère que la discussion amorcée lors de ce colloque du 16 mars

2006 sera précurseur d'autres rencontres permettant une réflexion plus large sur le rôle de la communauté internationale dans le règlement pacifique des tensions actuelles.